

Déclaration Liminaire au CDAS du 17 novembre 2020

Monsieur le Président.

Lors du 1er CDAS de l'année, du 25 juin dernier, nous écrivions ceci :

« En cette période difficile, pour Solidaires Finances, l'Action Sociale doit être plus que jamais présente pour améliorer les conditions de vie des agents et de leurs familles. Elle doit répondre aux besoins des agents, et pour ce faire disposer d'un budget conséquent, sans aucune réserve, elle doit jouer son rôle de cohésion sociale.

Solidaires Finances condamne ainsi la mise en réserve budgétaire de 6 %, en exige la levée immédiate et déplore, une fois de plus, la baisse du budget de l'action sociale.

Cette politique de réserve budgétaire et la baisse des CAL va considérablement réduire les initiatives de notre CDAS faute de moyens. »

Lorsque nous écrivions ces lignes nous demandions ainsi à bénéficier de l'intégralité des CAL en espérant, à minima, comme chaque année, la levée d'une partie de la réserve. Cette réserve a atteint en 2020 un niveau jamais égalé de 6 %. Nous nous apercevons aujourd'hui que l'action sociale locale est à nouveau attaquée puisque la réserve budgétaire ne sera pas du tout levée cette année.

C'est, une nouvelle fois, une façon de faire des économies sur le dos des agents et qui plus est, pendant une période de grave crise sanitaire où l'action sociale reste un enjeu majeur.

Solidaires Finances dénonce cette atteinte au budget qui s'inscrit dans la ligne politique portée par le secrétariat général de casse de l'action sociale ministérielle.

A l'instar du NRP qui vise à détruire nos implantations de proximité en installant des simulacres de points d'accueil, nos délégations départementales sont promises, elles aussi, à une cure amaigrissante. Régionalisation , vente du parc des résidences EPAF , regroupement des associations etc, nous sont promis. Sous prétexte de nécessité d'évolution et d'adaptation, le ministère s'attaque à l'action sociale et lorgne sur son budget.

Les fédérations syndicales ont donc décidé de mettre en commun tous les moyens pour combattre l'entreprise de destruction mise en œuvre par le ministère et refusent d'être les fossoyeurs de l'action sociale ministérielle.

C'est pourquoi nous avons décidé de soumettre au vote une motion intersyndicale que nous vous demandons de faire remonter au Ministère.

Les représentants de Solidaires Finances au CDAS de l'Eure.